

BUREAU UKRAINIEN DE PRESSE
28, rue Pauquet, PARIS-16^e

Les Problèmes Nationaux
de
L'UKRAINE
à la
CONFERENCE DE PARIS

Interview de M. SYDORENKO
Président
de la Délégation de la République Ukrainienne

LES PROBLÈMES NATIONAUX DE L'UKRAINE A LA CONFÉRENCE DE PARIS

La facile conquête d'Odessa par les Bolcheviks a rappelé l'attention du public sur la situation de l'Ukraine. Que se passe-t-il là-bas? La République ukrainienne est-elle d'accord avec les Bolcheviks? Si elle n'est pas d'accord avec eux, comment se fait-il que les Ukrainiens n'aient pas prêté main forte aux Franco-Hellènes en mauvaise posture dans la place forte d'Odessa?

Il m'a paru utile d'exposer tous ces doutes à M. Gr. Sydorenko, président de la Délégation ukrainienne à la Conférence de la Paix.

'ERREUR DE L'ENTENTE.

« Aucun accord — m'a dit Sydorenko — n'a pu intervenir entre nous et l'Entente pour la lutte contre les Bolcheviks, surtout parce qu'on n'a pas encore voulu reconnaître notre indépendance.

Dans ces conditions, si nous nous étions battus aux côtés du réactionnaire Denikine, nous aurions contribué à reconstruire la Grande Russie, au prix de notre indépendance, et nous aurions probablement rendu nuls les effets de notre réforme agraire, qui déplaît aux grands propriétaires fonciers russes. Notre peuple, justement parce qu'il a eu la claire perception de ce double péril, a vu avec suspicion le débarquement des Alliés à Odessa, et leur refus de faire quelque déclaration rassurante sur l'indépendance ukrainienne.

— Le Bolchevisme est, malgré tout, lui aussi, une grave menace pour votre indépendance.

— Non, ne le croyez pas. En ce moment, des troupes bolchevistes, sous le commandement du Roumain Rakowsky, ont occupé une partie du territoire de la République. Elles ont pu le faire, parce que réellement l'intervention des Alliés avait fait craindre le triomphe de Denikine. Comme le Directoire s'est refusé à attaquer le corps expéditionnaire d'Odessa, une partie de nos troupes s'est unie à celles de Rakowsky, pour combattre le péril réactionnaire. Vous avez vu avec quel succès. Mais Rakowsky a dû toujours déclarer qu'il agissait sans aucune entente avec Lénine: il savait bien que c'était le seul moyen de ne pas être suspect aux yeux des Ukrainiens, qui, tous, à quelque classe sociale qu'ils appartiennent, sont jaloux d'une indépendance absolue, vis-à-vis du gouvernement de Moscou.

— Et ne craignez-vous pas que les victoires ultérieures de Rakowsky ne contribuent à détruire le pouvoir du Directoire ukrainien?

— Les petits succès des Bolcheviks contre nous sont dus au fait que nous ne pouvons pas disposer librement de toute notre armée. Nous devons défendre la frontière du Dniester contre de nouvelles attaques de la part des Roumains; nous devons tenir un corps d'occupation dans la Ruthénie de Hongrie, au delà des Carpates, et nous devons surtout faire front aux attaques des Polonais, qui sont approvisionnés d'armes et de munitions par l'Entente pour combattre les Allemands et les Bolcheviks, et qui s'en servent contre nous pour créer un état de fait en leur faveur dans la Galicie orientale.

Si nous étions libérés de la menace polonaise, nous pourrions concentrer toutes nos forces contre les Bolcheviks et débarrasser entièrement le sol ukrainien. Croyez-le, notre armée est unie et compacte, et la population, composée toute de villageois, est toujours pleine de rancœur contre les Bolcheviks, et ne voit en eux que des gens à razzias. Aucune préoccupation ne nous empêchera donc de songer à ce périlleux voisinage, à moins que les Alliés ne finissent, sans le vouloir, par faire le jeu des Bolcheviks.

LE MOINDRE MAL.

— Vous feriez donc la guerre au gouvernement de Moscou?

— Je ne dis pas cela. Si les Russes ne nous attaquent pas, nous n'avons aucun motif de les considérer comme ennemis. Pour vous montrer quelle est notre politique à ce propos, je vous dirai que nous avons adhéré à la Convocation projetée de Prinkipo.

— L'attitude des Alliés envers l'Ukraine n'est-elle pas, par hasard, une conséquence de la germanophilie qu'on impute au peuple et au gouvernement ukrainiens?

— Pourquoi germanophilie? Toute notre germanophilie a consisté en ceci qu'après le triomphe de Lénine en Russie, nous avons proclamé notre indépendance, et non plus notre simple autonomie. Nous en avons réclamé la reconnaissance à tous les Etats belligérants. Les seuls qui consentirent furent les Empires centraux. Etrangers comme nous étions au conflit, devions-nous repousser une occasion aussi propice qui nous faisait reconnaître de quatre Etats et nous rendait déjà aptes aux rapports internationaux? Nous payâmes chèrement cette première reconnaissance parce que nous nous engageâmes à fournir aux Allemands quelque 60 millions de pouds de grain. Mais, après la paix de Brest-Litowsk, les rapports entre Allemands et Ukrainiens commencèrent à changer. Les Allemands affectèrent de considérer l'Ukraine comme un pays soumis et destiné à les approvisionner. Mais ils se heurtèrent à la résistance passive du peuple. Non seulement ils ne réussirent pas à obtenir le copieux ravitaillement qu'ils avaient espéré; mais, sur les 60 millions de pouds de grain, ils n'en obtinrent que 12 millions. Et comme le gouvernement de la Rada ne voulut pas se faire leur complice, à la fin d'avril 1918, ils organisèrent le coup d'Etat, qui installait comme homme de confiance et comme dictateur de l'Ukraine, l'hetman Skoropadsky. Avec sa politique panrusse et réac-

tionnaire, celui-ci ne fit qu'aiguiser le sentiment antiallemand des Ukrainiens. C'était le moment même où l'Autriche, fixée dans son projet d'union avec la Pologne, favorisant en Galicie les grands propriétaires fonciers polonais, s'aliénait complètement, elle aussi, l'esprit des Ukrainiens. voilà comment par l'initiative surtout de Petlioura et de Vinnitchenko, s'ouvrit, vers le mois de juin, une longue série de *guerillas* dans le but d'abattre le pouvoir de l'hetman et de rendre la vie impossible à l'armée allemande d'occupation.

LE NOUVEAU RÉGIME.

Telle était la situation de l'Ukraine à la veille de la débâcle allemande. Quand, en octobre, le gouvernement autrichien accorda l'autonomie aux nationalités, les Ukrainiens proclamèrent à Léopol, le 18 octobre, le gouvernement de l'Ukraine occidentale, comprenant la Galicie orientale, la Bukovine septentrionale et la Ruthénie hongroise, cette dernière, malgré que le décret impérial eût proclamé l'intangibilité de l'Etat magyar. Le 1^{er} novembre, après la rupture du front d'Italie, le Conseil national assuma l'administration du pays et réorganisa les troupes nationales. Peu de jours après, l'armistice contraignait l'Allemagne à retirer ses troupes même de l'Ukraine orientale. Alors, il fut plus facile aux forces nationales, dirigées par Petlioura, de renverser le gouvernement abhorré de Skoropadsky, et de constituer avec des représentants des différents partis et avec les députés restants de la Rada l'Union nationale, laquelle procédait à la constitution d'un gouvernement provisoire de cinq membres : un socialiste démocrate, un socialiste révolutionnaire, un national démocrate et deux du nouveau parti républicain indépendant. Le 1^{er} décembre, entre le Directoire et le gouvernement de la Galicie était conclu un traité pour réaliser l'union de l'Ukraine entière. L'unité fut sanctionnée ensuite à Stanislau, le 2 janvier, par le conseil de la République occidentale.

L'unité rétablie du côté de l'ouest, il restait à la République Ukrainienne une double action à remplir, à l'intérieur et à l'extérieur. A l'intérieur, il s'agissait d'élaborer la réforme agraire, à laquelle Skoropadsky avait fait longuement obstacle à l'est, dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers russes, et à laquelle le gouvernement austro-chien s'était également opposé à l'ouest, dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers appartenant à la noblesse polonoise.

A l'extérieur, il s'agissait d'obtenir surtout la reconnaissance de l'indépendance ukrainienne et ensuite de fixer ses légitimes frontières. Mais la question intérieure ne manqua pas d'influer sur les questions extérieures. Les Russes, surtout ceux qui, jusqu'à hier, se rassemblaient autour du général Denikine, se sont opposés à l'indépendance ukrainienne surtout pour sauver les intérêts des grands propriétaires fonciers; et à leur tour les Polonais, spécialement après la victoire des éléments conservateurs dans les dernières élections, voulurent conserver les terres galiciennes à leurs grands propriétaires. Jusqu'ici, l'Entente a fait trop bon accueil au gouvernement de Varsovie et au général Denikine pour pouvoir apprécier nos raisons avec une sévérité parfaite. Mais j'ai confiance que celles-ci finiront par s'imposer, vu leur évidente justice.

LES RAPPORTS AVEC LA RUSSIE.

— Vous excluez donc pour l'avenir toute forme d'union avec la Russie?

— Nous voulons l'indépendance absolue, par application des principes wilsoniens. Comme je vous l'ai dit, nous ne ferons pas la guerre à la Russie, à la condition que la Russie ne nous moleste pas. Nous voulons avoir avec elle des rapports de bon voisinage et de cordiale amitié. Mais rien de plus.

Je demande alors à M. Sydorenko quelles sont les frontières réclamées par l'Ukraine. Il me les montre sur une

carte, que je reproduis pour la plus grande clarté de mon récit : à l'ouest, l'Ukraine s'étend jusqu'à la Bukovine septentrionale, y compris Czernovitz, à la Galicie orientale, jusqu'au San, y compris Léopol, et au delà des Carpates jusqu'à la Ruthénie hongroise, entre Ungvar et Mara-Maros; dans l'ancien territoire russe, l'Ukraine maintient la revendication des anciennes régions russes obtenues à Brest-Litowsk du côté de la Pologne et de la Ruthénie blanche; à l'est, ses limites ethnographiques la portent à la mer d'Azov, tout près des frontières des anciens gouvernements de Jékatérinoslav et de Kharkov, mais elle revendique encore une large bande de territoire, des bouches du Don à la mer Caspienne.

— La République de Kouban, ajoute Sydorenko, qui a une organisation et des fins démocratiques semblables aux nôtres, est disposée à se fédérer avec l'Ukraine. Je puis vous dire, du reste, qu'il y a déjà des pourparlers à ce propos engagés avec la délégation de Kouban, arrivée ces jours-ci à Paris.

— L'Ukraine est-elle vraiment une République démocratique? Ici certain journal a qualifié le Directoire ukrainien de réactionnaire.

— Voilà qui est vraiment ignorer des situations réelles! Que notre République soit une véritable démocratie, n'est-ce pas démontré par la composition du Directoire que je vous ai indiquée, par la réforme agraire, par notre organisation politique, par nos autonomies nationales? En effet, les minorités nationales sont garanties dans leurs droits et dans leur développement cultural.

— En Ukraine, il y a beaucoup de Juifs, il me semble.

— Trois millions au moins.

— Vous aurez aussi des difficultés comme en Pologne. Les Juifs de la Petite Russie ont toujours été parmi les plus accessibles à l'esprit nationaliste.

— La question juive n'existe plus pour nous. Elle a été résolue avec la pleine autonomie accordée aux Juifs. Ils possèdent leurs institutions libres, leurs écoles, et ils ont enfin, au sein du Directoire, un ministre particulier.

LES FRONTIÈRES.

Je demande à M. Sydorenko si les questions de frontières seront d'une facile solution à l'ouest, là où les Ukrainiens viennent en contact avec les Roumains (dans la région d'Ackerman et dans celle de Khotin en Bessarabie et dans la région de Czernovitz en Bukovine), avec les Polonais (dans la Galicie orientale et dans la région de Kholm) et avec les Lithuaniens (dans la Ruthénie blanche).

M. Sydorenko se montre optimiste, surtout parce que, dit-il, l'Ukraine est animée du meilleur esprit de conciliation.

— Même vis-à-vis des Polonais? demandai-je. Kholm est certainement polonais, et aussi Léopol. Malheureusement, cette dernière est encastree dans une compacte population ukrainienne.

— Sur la question de Kholm, nous sommes disposés à transiger. Mais sur Léopol nous ne transigerons jamais. Il n'est pas vrai, du reste, qu'elle soit une ville polonaise. Elle est tout au plus une ville juive. Mais les Polonais n'en font pas une question nationale, ils pensent seulement aux richesses du sol et du sous-sol de la Galicie orientale, de toute la région, et non seulement de la région de Léopol. On l'a bien vu après l'effacement de l'Autriche, quand les Polonais se hâtèrent de nommer une Commission de liquidation, avec mission d'administrer tous les territoires galiciens. Alors les Ukrainiens ont dû réagir, et les Polonais les dépeignirent en Occident comme les agresseurs. Croyez-moi, aucun Gouvernement Ukrainien ne pourra consentir à céder la plus minime partie de notre territoire, jusqu'au San. Il en résulterait une lutte à mort contre les Polonais.

Nous avons confiance que la Conférence ne commettra pas une semblable injustice. Il est vrai que les Polonais

jouissent en Occident de toutes les sympathies, et nous avons le malheur de ne pas être connus. C'est pourquoi le premier objet de notre Délégation en partant de Kiev a été de resserrer les liens avec l'Occident et avant tout avec l'Italie, qui est le premier pays que nous rencontrons en venant en Occident. Les rapports entre l'Ukraine et l'Italie sont très vieux. Ils étaient, avant la guerre, très actifs. Quand on parle de commerce italien avec la Russie, on ne pense pas qu'en réalité il se limitait à l'Ukraine. Notre pays est un pays très riche, j'ose dire un des plus riches pays du monde. Nous avons une forte production de grain, nous avons toutes sortes de matières premières, surtout charbon et pétrole, que nous ne pouvons pas utiliser pour nos usages intérieurs, privés que nous sommes de toute industrie. Ne vous paraît-il pas qu'il serait utile de rétablir au plus tôt entre nos deux pays les rapports économiques d'avant-guerre, et de leur donner même un nouveau développement? Non, je le répète, nous voulons resserrer immédiatement nos liens avec l'Occident. Nous serions heureux de commencer par l'Italie. »

Le gouvernement italien donnera-t-il suite à cette invite nouvelle venue de l'Orient? Nous voulons espérer que l'obsession des problèmes territoriaux ne nous fera pas perdre de vue des problèmes plus vraiment vitaux pour l'Italie, pays trop beau et trop pauvre, selon la phrase récente d'un homme politique allié...

C'est une amitié qu'on ne doit pas laisser tomber. Indépendamment de toute décision ultérieure en ce qui concerne les confins de l'Ukraine, l'Italie peut, aujourd'hui, faire un geste qui lui procurerait toute la reconnaissance du peuple ukrainien. En Italie, il y a environ cent mille prisonniers ukrainiens, anciens sujets Austro-Hongrois, dont on a demandé déjà le rapatriement. Pourquoi ne pas le concéder, comme il a été fait pour d'autres peuples amis? Ce serait certainement là un acte de courtoisie qui ne serait pas sans porter son fruit dans l'avenir. »

G. ANDRIULLI.

(Extrait du *Secolo* du 20 avril 1919.)

ROBINET-HOUTAIN

Imprimeurs

37, Rue Littré, 1^e

